



ECO

Actualités

Message du Ministre aux OPÉRATEURS PRIVÉS

Il n'est pas courant que les Chefs d'entreprise reçoivent un message du Ministre de l'Economie et des Finances... Pourquoi cette lettre ?

Pour vous dire merci. Merci d'avoir résisté dans les moments difficiles. Merci d'être là, avec nous. Merci pour votre énergie et votre détermination à poursuivre vos activités afin de redonner espoir aux travailleurs dont l'emploi a été menacé. Sachez que le Gouvernement est conscient des dommages que vous avez subis suite à cette crise postélectorale regrettable.

Le Gouvernement est disposé à vous accompagner dans vos efforts de reprise d'activités. Nous voulons insuffler une bouffée d'oxygène au secteur privé, notamment aux PME qui ont payé un lourd tribut à la crise.

NOS APPUIS EN 2011

Dès maintenant, notre appui aux entreprises pour l'année 2011 consistera, notamment, à :

- consentir des abandons de taxes évalués à 32,4 milliards ;
- poursuivre les efforts d'apurement des arriérés intérieurs, avec un montant de 144,9 milliards de paiement cash sur le stock à fin 2010 : A fin juin 2011, le montant des règlements se chiffre à 28 milliards ;
- faire une revue du processus de remboursement des crédits de TVA pour en améliorer l'efficacité ;
- recenser et auditer les passifs de l'Administration publique en vue de procéder à la budgétisation et au paiement des prestations validées ;
- octroyer un appui direct de l'Etat, d'un montant de 6 milliards, portant ainsi à 12 milliards le montant global de l'appui ;
- reprendre les investissements publics pour impulser une dynamique économique, notamment dans le secteur des infrastructures économiques en général et de l'énergie en particulier.

Nous voulons privilégier la concertation avec le secteur privé par une approche inclusive dans la mise en œuvre de ces actions. Il en sera ainsi pour le règlement des crédits de TVA, l'audit des passifs, l'utilisation du fonds d'appui au secteur privé.

S'agissant de l'application des allègements fiscaux, nos services en faciliteront l'accès aux personnes morales et physiques concernées. Ces allègements portent notamment sur les arriérés d'impôts, les diverses exonérations de TVA, l'impôt foncier, les revenus de créances, ainsi que l'impôt synthétique. Quant aux entreprises opérant en zone ex-CNO, elles bénéficieront en 2011 des mesures fiscales déjà accordées en 2010.

A travers ce message, je souhaite également vous faire connaître que les perspectives de nos relations sont prometteuses.

EN 2012 ET AU DELÀ

En effet, nos priorités d'actions prennent en compte la mise en œuvre d'une réforme fiscale permettant de mettre en place un système fiscal à base élargie et équitable, la simplification et la rationalisation des procédures administratives, et également l'adoption de mesures spécifiques en direction des micro-entreprises, notamment du secteur des transports, en vue de les inciter à sortir de l'informel.

Au-delà de ces mesures ponctuelles, le Gouvernement est déterminé à reprendre les réformes structurelles nécessaires à la mise en place d'un environnement des affaires attractif. Par ailleurs, nous poursuivons les négociations avec les partenaires au développement pour conclure un programme triennal soutenu par la Facilité Élargie de Crédit, en vue de réamorcer le processus d'allègement de la dette extérieure sous l'initiative PPT. Le point d'achèvement de cette initiative projeté à l'horizon 2012, permettra à l'Etat de dégager des marges budgétaires substantielles destinées prioritairement à la relance des investissements publics. En outre, en matière de gouvernance, nous entendons renforcer le dispositif de contrôle, afin de veiller au bon fonctionnement des services. Dans ce cadre, il est prévu la création d'une brigade anti-corruption au sein de l'Inspection Générale des Finances.

Chers opérateurs, entre mon Ministère et vous, c'est un partenariat qui se consolide, une histoire nouvelle qui commence et qui doit s'appuyer sur la confiance mutuelle. Croyez-moi, ce dialogue entre nous ira beaucoup plus loin. Et cela pour le plus grand bénéfice de vos entreprises et de la Côte d'Ivoire.

Vous renouvelant mes remerciements pour votre présence à nos côtés, je vous prie de croire en l'expression de ma considération distinguée.

Charles Koffi DIBY ■

SOMMAIRE

■ Message du Ministre de l'Economie et des Finances aux opérateurs privés	1
■ Evolution de l'économie ivoirienne en 2010 et Perspectives 2011	2
■ Présentation du Budget 2011	10

ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE EN 2010 PERSPECTIVES 2011

L'évolution de l'économie ivoirienne, au cours de la période récente, a été marquée par un environnement international instable, le rétablissement de relations harmonieuses avec les partenaires au développement et les effets des crises socio-politiques.

En effet, à la suite de la crise financière de 2008, l'économie mondiale est entrée en récession en 2009, avec un taux de croissance de -0,5%. Toutefois, elle a amorcé un retour rapide sur les sentiers de la croissance, à la faveur de la mise en œuvre de politiques budgétaires de relance et de politiques monétaires accommodantes dans les principaux pays industrialisés. Ces politiques, couplées aux initiatives de réglementation des marchés financiers, ont induit la reprise de la demande mondiale et ont permis de porter la croissance mondiale à 5,1% en 2010. Cette croissance est attendue à 4,4% en 2011.

La situation économique de l'UEMOA devrait globalement pâtir de l'impact de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire. Sur cette base, en 2011, le taux de croissance économique de l'Union avoisinerait 1,2% contre une prévision initiale de 4,6%.

Au niveau national, en 2010, d'une manière générale, l'économie a bénéficié des retombées de la mise en œuvre du programme économique et financier et de la normalisation progressive de la situation socio-politique, grâce aux avancées enregistrées dans l'exécution du programme de sortie de crise. Cependant, la progression de la croissance économique a été contrariée par des chocs endogènes, principalement le délestage électrique observé sur le premier trimestre de l'année, la baisse drastique de la production de pétrole brut et la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010. Cette crise a provoqué, pour le seul mois de décembre 2010, une perte de croissance de 0,4 point de pourcentage du PIB. Ainsi, l'année 2010 a enregistré un ralentissement économique par rapport aux prévisions initiales, avec un taux de croissance de 2,4% contre 3,8% en 2009.

L'année 2011 porte également l'empreinte de la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010. Après la perturbation des activités économiques au cours de la période allant de janvier à avril 2011, liée notamment à la destruction partielle de l'outil de production, au pillage des stocks des entreprises et à la généralisation de l'insécurité, le Gouvernement entend créer les conditions d'une reprise économique, avec la mise en œuvre d'un programme d'urgence.

Les conséquences de la crise post-électorale en 2010 et 2011 ont causé l'annulation du programme en vigueur soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). A cet égard le Gouvernement a conclu un programme intérimaire appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Celui-ci vise la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement et la stabilisation du cadre macroéconomique.

Le PIB devrait se contracter de 8,7 points par rapport à 2010 pour se situer à -6,3%, imputable aux secteurs secondaire et tertiaire qui se replieraient respectivement de 8,4% et de 13,4%, le secteur primaire ressortant en quasi stabilité. Face à cette situation, le Gouvernement a adopté des mesures énergiques pour atténuer l'impact de la crise sur l'économie et créer les conditions de reprise de l'activité.

Ces mesures concernent notamment la consolidation de la paix, la restauration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, la lutte contre le racket, la réhabilitation des infrastructures socio-économiques, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la bonne gouvernance, avec un accent particulier sur la promotion de l'Etat de droit. ■





ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN 2010

L'année 2010 a été marquée par la crise énergétique survenue au premier semestre (délestage électrique et baisse des produits pétroliers), la contraction de la production de pétrole brut et les perturbations liées à la crise post électorale de décembre 2010. A la suite des effets de cette dernière crise, le taux de croissance de l'économie a enregistré une perte de 0,4 point pour ressortir à 2,4%, contre une prévision de 2,8%. ■

Les estimations des différents secteurs d'activités ont évolué comme suit :

• Tableau 1 : Evolutions des différents secteurs d'activités

En %	2008 réel	2009 réel	2010 est.	variation 09-10
SECTEUR PRIMAIRE	-1	6,4	0,5	-5,9
<i>dont Agriculture vivrière et élevage</i>	2,9	3	3,3	0,3
<i>Extraction minière</i>	-1,6	13,7	-17,6	-31,3
<i>Agriculture d'exportation</i>	-13,2	16	0,2	-15,8
SECTEUR SECONDAIRE	3,7	-1,5	4,7	6,2
<i>dont BTP</i>	8,6	-7,6	27,2	34,8
<i>Agroalimentaire</i>	8,4	17,8	13,4	-4,4
<i>Produits pétroliers</i>	2,7	-8,8	-14,7	-5,9
<i>Energie (eau, électricité, Gaz)</i>	2,9	2,1	1,8	-0,3
SECTEUR TERTIAIRE	3,2	5	2,7	-2,3
<i>dont Transport</i>	2,4	4,3	0,8	-3,5
<i>Télécommunications</i>	10,9	9,8	5,5	-4,3
<i>Commerce</i>	3,8	3,8	2,6	-1,2
<i>Droits et taxes</i>	2,1	9,5	4,4	-5,1
PIB NON MARCHAND	4	3,9	2	-1,9
PIB TOTAL	2,3	3,8	2,4	-1,4

Source : MEF/DGE/DCPE

➤ 1.1 DU CÔTÉ DE L'OFFRE

La croissance de l'économie en 2010 est ressortie à 2,4% contre 3,8% en 2009. Ce ralentissement de rythme de croissance est imputable au secteur primaire (0,5%) et au secteur tertiaire (2,7%). Quant au secteur secondaire, il a enregistré une hausse de 4,7% par rapport à 2009 en gagnant 6,2 points de croissance.

- **Le secteur primaire** a connu une croissance de 0,5% en 2010 contre 6,4% en 2009 soit une perte de 5,9 points de croissance, grâce à l'agriculture d'exportation, l'agriculture vivrière et à la sylviculture ; l'extraction minière ayant enregistré une contreperformance. Cette croissance du secteur primaire (0,5%) malgré la crise postélectorale est imputable aux anticipations des opérateurs du secteur du cacao qui ont réalisé des achats massifs en fin d'année 2010.

L'agriculture d'exportation est passée de 16% en 2009 à 0,2% en 2010, soit une variation de -15,8%. La production de cacao a connu une baisse de 3,20% en passant de 1 304,5 tonnes en 2009 à 1301,3 tonnes en 2010, cette tendance baissière s'enregistre aussi au niveau du café, du palmier à huile et du sucre qui passent respectivement de 144,7 tonnes, 394,3 tonnes et 168,4 tonnes en 2009 à 94,4 tonnes, 384,5 tonnes et 158,9 tonnes en 2010, soit une chute de 50,30% ; 9,80% et de 9,5%. Au niveau des autres cultures comme le coton, la banane et l'ananas, on constate une tendance haussière qui passe respectivement de 140,6 tonnes, 285,6 tonnes et 77,8 tonnes en 2009 à 176,7 tonnes, 372,9 tonnes et 78,5 tonnes en 2010, soit une variation de 36,1%, 87,3% et 0,7%.

L'extraction minière a fléchi de 17,6% à cause du pétrole brut et de l'or. La production de pétrole brut a reculé de 21,5% pour ressortir à 14 562, 10 barils contre 18542,4 barils en 2009, du fait de l'arrêt de l'exploitation des puits du permis CI-26 et CI-40 pour des travaux de maintenance en avril. Celle de l'or a replié de 28,0% pour s'établir à 5 079,8 Kg contre 7054,9 kg en 2009 en liaison avec les mouvements de revendications des populations riveraines sur les sites d'exploitation.

L'agriculture vivrière a progressé de 3,3% grâce à la bonne tenue de la pluviométrie et aux actions de développement des produits vivriers, notamment les investissements dans la production rizicole.

- **Le secteur secondaire** a connu une croissance de 4,7% contre -1,5% en 2009 soit un gain de 6,2 points de croissance, portée par le dynamisme de l'agroalimentaire (+13,4%) et du BTP (+27,2%).

Le BTP est reparti à la hausse entraînée par les grands travaux d'investissement (réhabilitation de l'Hôtel Ivoire, autoroute du nord) et la mise en œuvre des actions du DSRP liées aux infrastructures et aux bâtiments dans les secteurs sociaux.

La performance de **l'agroalimentaire** est le fait de l'augmentation de la demande intérieure et sous-régionale consécutive à la reprise de la distribution dans les zones CNO, au recul de la contrebande, au développement de la production des aliments de volaille, à l'amélioration des revenus agricoles, à la suite à l'embellie des cours de la plupart des produits de base et à la reconquête des marchés de l'hinterland.

- **L'activité tertiaire** a enregistré une croissance de 2,7% contre 5% en 2009 soit une perte de 2,3 points de croissance sous l'effet de l'ensemble de ses composantes. Toutefois, il est observé un ralentissement du rythme de croissance dans le transport (+0,8 % contre 4,3% en 2009), en raison de la régression du trafic maritime, qui s'explique par le repli des exportations suite à la réduction des volumes vendus de cacao (-0,2%), de pétrole brut (-21,5%) et des produits pétroliers (-14,7%).
- **Le PIB non marchand** est en hausse de 2,0% contre 3,9% en 2009 soit une perte 1,9 point de croissance à la faveur, notamment des nouveaux recrutements dans la fonction publique et des différentes actions et réformes entreprises dans le cadre du DSRP dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité.

Au total, le taux de croissance pour l'année 2010 s'est établi à 2,4% contre 3,8% en 2009.

• **Tableau 2 : Principales productions du secteur primaire**

	2008 réel	2009 réel	2010 est	Var 09-10
CULTURES DE RENTE (X1000 TONNES)				
Cacao	1 137,2	1304,5	1301,3	-3,2
Café	67,9	144,7	94,4	-50,3
Caoutchouc	200,9	203,1	231,5	28,4
Palmier à huile	359,2	394,3	384,5	-9,8
Noix de cajou	312,3	340,3	370	29,7
CULTURES ANNUELLES (X1000 TONNES)				
Coton	125,7	140,6	176,7	36,1
Banane	333,7	285,6	372,9	87,3
Ananas	98,9	77,8	78,5	0,7
Sucre	161,1	168,4	158,9	-9,5
EXTRACTION MINIÈRE ET PÉTROLIÈRE				
Pétrole brut (X1000 barils)	16 519,5	18542,4	14 562,10	-3 980,30
Gaz naturel (millions m3)	1 547,1	1540,2	1 665,80	125,6
Or (Kg)	2 883,6	7054,9	5 079,80	-1 975,10

Source : MEF/DGE/DCPE

➤ I.2 DU COTE DE LA DEMANDE

• **Tableau 3 : Evolutions des composantes de la demande**

	2008 réel	2009 réel	2010 est.	variation 09-10
CONSOMMATION FINALE	3,1	0,5	4,9	4,4
<i>Consommation des ménages</i>	3,1	0,7	5,3	4,6
<i>Consommation publique</i>	3,2	-0,5	3,3	3,8
INVESTISSEMENTS	10,4	5,6	4,9	-0,7
<i>Investissements privés</i>	7,6	5,5	4,9	-0,6
<i>Investissements publics</i>	17,8	5,7	4,7	-1
EXPORTATIONS	-0,8	10,6	-1,4	-12
IMPORTATIONS	2,4	5,2	3,5	-1,7

Source : MEF/DGE/DCPE

- **Au niveau de la demande**, le PIB a été soutenu essentiellement par la consommation finale des ménages et de l'administration et par un degré moindre des investissements privés et publics.
- **La consommation finale** s'est accrue de 4,9% contre 0,5% en 2009, soit un bond de 5,4 points en raison de la revalorisation salariale de certaines catégories de fonctionnaires et de la hausse du revenu des producteurs liée à la bonne tenue des cours des produits de base.
- **L'investissement** a également enregistré une hausse de 4,9% contre une hausse de 5,6% en 2009, soit un repli de -0,7 point sous l'effet de ses deux composantes. Les investissements (public et privé) ont été surtout tirés par la progression des matériaux de construction sous l'impulsion des activités civiles immobilières, des constructions privées et des grands travaux (réhabilitation de l'hôtel ivoire et autoroute du nord). Le taux d'investissement est ressorti à 8,5% du PIB.
- **Les exportations des biens et services non facteurs** ont replié pour se situer à 1,4% contre 10,6% en 2009, soit un recul de la croissance de 12 points en liaison avec la baisse des volumes vendus de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le même temps, les importations enregistrent une hausse de 3,5% plus faible que celle de 2009 (5,2%), soit un repli de la croissance de 1,7 point. Cette hausse s'explique par l'importation des biens intermédiaires et d'équipement du fait du regain d'activité dans le secteur des BTP.
- **Le niveau général des prix** ressort à 1,8% contre 1% à fin décembre 2009. Ce niveau cadre avec l'objectif de convergence en matière de prix dans la zone UEMOA plafonné à 3%. Cette relative poussée des tensions inflationnistes est imputable au renchérissement du prix des produits alimentaires, boissons et tabac, Transports, logement, eau, électricité gaz et autres combustibles.

➤ I.3 SITUATION MONETAIRE

- **Le profil des agrégats monétaires** à fin décembre 2010 fait état par rapport à fin 2009, d'une progression de 640,4 milliards de la masse monétaire, soutenue par :
 - une consolidation des avoirs extérieurs nets de 236,2 milliards ;
 - une augmentation du crédit intérieur de 329,7 milliards : (Etat 166,3), (Economie 163,4).
- **L'évolution du crédit intérieur** résulte d'une hausse du crédit net à l'Etat de 166,3 milliards et des crédits à l'économie de 163,4 milliards. L'accroissement du crédit intérieur s'explique par les nouveaux concours bancaires au secteur privé pour la campagne agricole 2010/2011, les besoins d'importation en biens intermédiaire et d'équipement, les émissions de titres publics et les tirages sur le FMI. La consolidation des avoirs extérieurs nets provient de l'amélioration de la position extérieure nette de l'Institut d'émission de 269,1 milliards en liaison avec la bonne tenue du commerce extérieur et des concours extérieurs.



PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES POUR L'ANNEE 2011

La conjoncture internationale en 2011 serait caractérisée par une consolidation de la croissance économique. Le taux de croissance mondiale est attendu à 4,4% contre 5,1% en 2010 et -0,5% en 2009. Cette expansion serait soutenue par les économies des pays émergents (+7,3%) et des pays avancés (+3%). En outre, l'activité mondiale serait marquée par une remontée de la demande, susceptible de soutenir la poursuite de la bonne tenue des cours des produits de base.

Concernant la zone UEMOA, l'année 2011 devrait connaître une situation économique difficile. Les performances de l'Union seraient moins bonnes que celles de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne. En effet, du fait du poids de la Côte d'Ivoire dans l'économie de l'Union, la crise post-électorale aurait des répercussions sur plusieurs économies nationales. Il serait donc attendu une perte de croissance importante en 2011 en rapport avec une récession de 6,3% en Côte d'Ivoire. En conséquence, le taux de croissance de l'Union avoisinerait 1,2% en 2011, contre une prévision initiale de 4,6%.

Au plan national, l'activité économique serait marquée principalement par l'impact de la crise post électorale débutée en décembre 2010 et le programme d'urgence du Gouvernement.

Cette crise a eu les conséquences suivantes :

- la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire (déplacement des populations; aggravation du phénomène de racket...);
- le pillage de plusieurs unités de production et la perturbation des activités économiques et commerciales;
- la fermeture des banques;
- l'embargo, notamment sur les ports;
- l'arrêt de l'exécution des grands travaux d'investissements de l'Etat;
- l'attentisme des opérateurs économiques.

➤ II.1 AU NIVEAU DE L'OFFRE

L'activité économique en 2011 se traduirait par un retournement de la croissance suite aux prolongements des effets de la crise post électorale qui affecteraient considérablement les secteurs tertiaire (-13,4%), secondaire (-8,4%) et dans une moindre mesure le secteur primaire (-0,3%).

• Tableau 4 : Evolutions des différents secteurs d'activités

En %	2010 est.	2011 prév.	variation 10-11
SECTEUR PRIMAIRE	0,5	-0,3	-0,8
dont Agriculture vivrière et élevage	3,3	3	-0,3
Extraction minière	-17,6	-7,7	9,9
Agriculture d'exportation	0,2	-6,7	-6,9
SECTEUR SECONDAIRE	4,7	-8,4	-13,1
dont BTP	27,2	-20	-47,2
Agroalimentaire	13,4	-10	-23,4
Produits pétroliers	-14,7	-2,3	12,4
Energie (eau, électricité, Gaz)	1,8	4,7	2,9
SECTEUR TERTIAIRE	2,7	-13,4	-16,1
dont Transport	0,8	-9,5	-10,3
Télécommunications	5,5	-2	-7,5
Commerce	2,6	-9,4	-12
Droits et taxes	4,4	-26,7	-31,1
PIB NON MARCHAND	2	3,9	1,9
PIB TOTAL	2,4	-6,3	-8,7

Source : MEF/DGE/DCPE

- **Le secteur primaire** enregistrerait une décroissance de -0,3% en raison du repli de l'agriculture d'exportation (-6,7%) et de l'extraction minière (-7,7%). L'agriculture d'exportation serait affectée par la crise post électorale à travers ses composantes telles que la banane (-20%), l'ananas (-20%), l'huile de palme (-16,8%), le cacao (-5,3%) et le café (-57,3%). La baisse de ces spéculations proviendrait de : (i) la perte d'une partie de la production des denrées périssables (bananes et ananas) due à l'embargo sur les ports d'Abidjan et San Pedro, (ii) la pourriture de graine et de l'huile de palme en raison de l'incapacité de stockage (iii) des difficultés d'acheminement du cacao et de l'abandon des plantations de café pour raison d'insécurité.

Le repli de **l'extraction minière** serait dû d'une part, à la contraction de la production du pétrole brut (-14,7%) liée à la fermeture et à l'arrêt récurrent des puits pour des interventions et, d'autre part à la baisse du gaz qui s'expliquerait par l'arrêt et le report des investissements sur certains puits.

L'agriculture vivrière enregistrerait une hausse de 3,0% contre 3,3% en 2010 imputable à la poursuite de l'exécution des projets vivriers, notamment le projet rizicole et à la bonne tenue de la pluviométrie.

- La croissance de **l'activité industrielle** devrait se situer à -8,4%, contre 4,7% en 2010, soit un recul de 13,1 points sous l'effet du BTP (-20,0%), de l'agroalimentaire (-10,0%), des produits pétroliers (-2,3%) et des autres industries (-6,0%). Quant au secteur énergie, il ressortirait à +4,7%.

La chute du **BTP** de 47,2 points de croissance passant de 27,2% en 2010 à -20,0% en 2011, étroitement liée à la crise post électorale, s'expliquerait par : (i) l'arrêt des travaux des grands chantiers de l'Etat notamment la suspension temporaire des projets de construction du pont de Jacquerville et de l'autoroute du nord, (ii) les préjudices subis par les opérateurs techniques du secteur tels que LBTP et BNETD, et (iii) l'attentisme des opérateurs économiques.

Le retournement de **l'agroalimentaire** de 23,4 points passant de 13,4 en 2010 à -10,0% en 2011 est justifié par les pillages et la destruction de nombreuses unités de production, par les difficultés d'approvisionnement en intrants et par l'arrêt de la production de certaines usines du fait de l'insécurité.

Concernant les autres industries, la baisse de la production est le fait non seulement de l'arrêt de travail de la plupart des unités de production mais également du problème de compétitivité de certaines usines d'automobiles conduisant à leur fermeture. Il s'y ajoute le dysfonctionnement dans les heures de production provoqué par le couvre feu.

- **L'activité tertiaire** connaîtrait une décroissance de 13,4% en 2011 contre une croissance de 2,7% en 2010 soit un repli de 16,1 points sous l'effet de toutes ses composantes.

La baisse des télécommunications de -2,0% serait liée à la destruction de certains appareils de production et aux perturbations du réseau téléphonique dans certaines zones.

Quant au transport, il enregistrerait une baisse de 9,5%, à cause des troubles du transport terrestre et aéroportuaire et de la lente reprise du trafic maritime.

Les activités du commerce reculeraient de 9,4% du fait : (i) des pillages et difficulté de reconstruction de certains commerces, (ii) de la baisse de la demande en rapport avec la fermeture des banques durant la crise post électorale et (iv) de l'insécurité et du racket.

Le secteur non marchand évoluerait pour se situer à 3,9% contre 2% en 2010, soit une progression de 1,9 point due à l'augmentation des effectifs de la fonction publique imputable aux recrutements exceptionnels dans les secteurs éducation et sécurité.

Au total, le taux de croissance pour l'année 2011 serait de -6,3% contre 2,4% en 2010.

• **Tableau 5 : Principales productions du secteur primaire**

	2010 est.	2011 prév.	Vari 10-11
CULTURES DE RENTE (X1000 TONNES)			
Cacao	1301,3	1 232,80	-68,50
Café	94,4	40,3	-54,10
Caoutchouc	231,5	245	13,50
Palmier à huile	384,5	320	-64,50
Noix de cajou	370	380	10,00
CULTURES ANNUELLES (X1000 TONNES)			
Coton	176,7	174	-2,7
Banane	372,9	298,3	-74,6
Ananas	78,5	62,8	-15,7
Sucre	158,9	183	24,1
EXTRACTION MINIÈRE ET PÉTROLIÈRE			
Pétrole brut (X1000 barils)	14 562,10	12 416,80	-2 145,30
Gaz naturel (millions m3)	1 665,80	1 482,10	-183,70
Or (Kg)	5 079,80	7 029,30	1 949,50

Source : MEF/DGE/DCPE

➤ II.2 AU NIVEAU DE LA DEMANDE |

• **Tableau 6 : Evolutions des composantes de la demande**

	2010 est.	2011 prév.	Vari 10-11
CONSOMMATION FINALE	4,9	-6,5	-11,4
<i>Consommation des ménages</i>	5,3	-6,5	-11,8
<i>Consommation publique</i>	3,3	-6,7	-10
INVESTISSEMENTS	4,9	-15,4	-20,3
<i>Investissements privés</i>	4,9	-16,1	-21
<i>Investissements publics</i>	4,7	-13,9	-18,6
EXPORTATIONS	-1,4	-2,3	-0,9
IMPORTATIONS	3,5	-8,6	-12,1

Source : MEF/DGE/DCPE

Au niveau de la demande, le Pib a été affecté par le recul prononcé de la Consommation et des Investissements.

La consommation finale enregistrerait une baisse de 6,5% liée au repli de la consommation des ménages (-6,5%) et de la consommation publique (-6,7%). Ce retrait serait le fait de la baisse des revenus de l'Etat, de la perturbation des circuits de distribution et de la fermeture des banques sur le premier trimestre.

S'agissant des **investissements**, ils pâtiraient des effets négatifs de la crise. Ils seraient en repli de 15,4% tant au niveau de la composante publique (-13,9%) que privée (-16,1%). Ce recul serait le fait de l'attentisme des opérateurs privés, de la fermeture de certaines entreprises et de l'arrêt temporaire des grands chantiers de l'Etat. Le taux d'investissement est attendu à 7,6% du PIB.

Les importations et les exportations replieraient respectivement de 8,6% et 2,3% du fait de la baisse du niveau d'activité et des productions primaires.

L'évolution des prix repartirait à la hausse, notamment celle des produits alimentaires en liaison avec le phénomène de racket observé après la crise post électorale et les difficultés d'approvisionnement du marché intérieur en produits vivriers.

Cependant, les actions de l'Etat pour contenir la hausse des prix sur les produits énergétiques, la bonne tenue de l'agriculture vivrière et un environnement international relativement stable maintiendraient l'inflation à 3%, conforme à la norme communautaire.

Pour **les échanges extérieurs**, le solde commercial s'établirait à 1731,8 milliards (15,7% du PIB) en 2011 contre 1392,2 milliards (12,3% du PIB) en 2010. Cette amélioration serait le fait d'une baisse des importations et d'une hausse des cours des matières premières exportées.

CONCLUSION

La consolidation de la paix qui devrait permettre de renforcer la stabilité sociopolitique et de restaurer la confiance des agents économiques et des partenaires techniques et financiers a été ébranlée par la crise post- électorale. Le taux de croissance du PIB est ainsi ressorti à 2,4% en 2010 avec une perte de croissance de 0,4 point de pourcentage.

En 2011, les effets de la crise post électorale devraient conduire l'économie vers une décroissance notable avec un taux de -6,3%. Cependant, les actions de relance de l'Etat à travers l'instauration d'un programme d'urgence et la normalisation de la situation sécuritaire devraient ouvrir les perspectives d'une reprise significative des activités économiques à moyen et long terme.



PRÉSENTATION DU BUDGET 2011

I- CONTEXTE ET HYPOTHESES DU BUDGET 2011

Au sortir de la grave crise post électorale qui a ébranlé la cohésion sociale et entamé les fondamentaux de l'économie, le budget 2011 s'inscrit dans la dynamique de la normalisation de la situation socio politique et de la relance de l'activité économique.

Les hypothèses qui soutendent les prévisions budgétaires 2011 sont :

- Baisse attendue de la production des principaux produits d'exportation (café, cacao) ;
- Baisse attendue de la production de pétrole ;
- Fléchissement de l'activité économique nationale attendue à -6,3% contre une croissance de +2,4% en 2010 ;
- Renforcement de la coopération avec les principaux partenaires au développement ;
- Réduction du train de vie de l'Etat.

II- CARACTERISTIQUES DU BUDGET 2011

L'impact de la crise se traduit au niveau budgétaire par l'amenuisement des ressources de l'Etat et l'accroissement des charges du fait des importants dégâts causés à l'appareil de production lors du conflit armé et des enjeux de la reconstruction nationale. Il résulte de cette double contrainte des besoins de financement considérables.

Ce budget :

- couvre la période du 26 avril à fin décembre 2011 ;
- affiche une prudence dans la projection des ressources tenant compte de la capacité réelle de recouvrement des recettes intérieures ;
- bénéficie d'importants concours des partenaires au développement dans le cadre du programme intérimaire appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR) ;
- prend en compte la totalité des échéances de la dette publique afin d'assainir les relations avec les partenaires nationaux et internationaux au développement ;
- dégage un besoin de financement à rechercher pour espérer couvrir l'ensemble des dépenses du budget.

III- LES GRANDES COMPOSANTES DU BUDGET 2011

Le budget 2011 fixé à 3050,4 milliards, est en hausse de 153,4 milliards représentant une progression de 5,3% par rapport au budget 2010. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- le niveau élevé des échéances de dette intérieure notamment celles des bons du Trésor ;
- la nécessité d'honorer les engagements de la dette publique extérieure en vue de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTe ;
- les exigences de la reconstruction post crise dans la perspective de la relance économique.

➤ III- 1 LES RESSOURCES DU BUDGET 2011

Les ressources intérieures constituent la part substantielle des ressources budgétaires avec un niveau de 2 086,2 milliards représentant 68,4% tandis que les ressources extérieures correspondent à 31,6% avec un niveau projeté à 964,2 milliards.

Les ressources intérieures sont composées principalement de :

- recettes fiscales : 1 216,3 milliards (39,9%) ;
- recettes non fiscales : 43 milliards (1,4%) ;
- ressources d'emprunts sur les marchés monétaire et financier : 804,6 milliards (24,6% des ressources budgétaires), dont 574,6 milliards de bons du Trésor, 200 milliards d'obligations du trésor et 30 milliards d'emprunts obligataires.

Les prévisions de ressources extérieures comprennent :

- les appuis budgétaires : 437,3 milliards dont
 - 262,4 milliards de l'Agence France de Développement (AFD)
 - 68,4 milliards de la BAD ;
 - 58,5 milliards du FMI ;
 - 46 milliards de la Banque Mondiale ;
 - 2 milliards de l'UEMOA.
- les gains liés à la restructuration de la dette extérieure : 54 milliards au titre des échéances rééchelonnées, annulées et restructurables ;
- les crédits adossés à l'allocation de DTS : 20,1 milliards devant soutenir le remboursement d'une partie des échéances de la Banque Mondiale ;
- les tirages sur emprunts et dons projets : 85,6 milliards, en rapport avec la capacité d'absorption des projets ;
- la mobilisation au titre des dons-programmes : 5,8 milliards, consacrés au Projet d'Assistance Post Crise (PAPC) ;
- le besoin de financement d'un montant 360,5 milliards reposant sur des hypothèses de mobilisation restant à être confirmées et qui se rapportent principalement :
 - aux appuis budgétaires attendus dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour 73,2 milliards dont 49,2 milliards au titre du FMI et 24 milliards pour la Banque Mondiale ;
 - au financement d'une partie du Programme Présidentiel d'Urgence recherché auprès de l'Union Européenne pour 15 milliards, l'autre partie d'un montant de 30 milliards étant couvert par le concours financier de l'AFD ;
 - aux contreparties des échéances exigibles des créanciers membres du Club de Paris (212,3 milliards) et du Club de Londres (26,8 milliards) qui devraient faire l'objet de renégociation.

Dans un souci de prudence, la consommation des crédits budgétaires sera régulée sur la mobilisation effective des ressources.

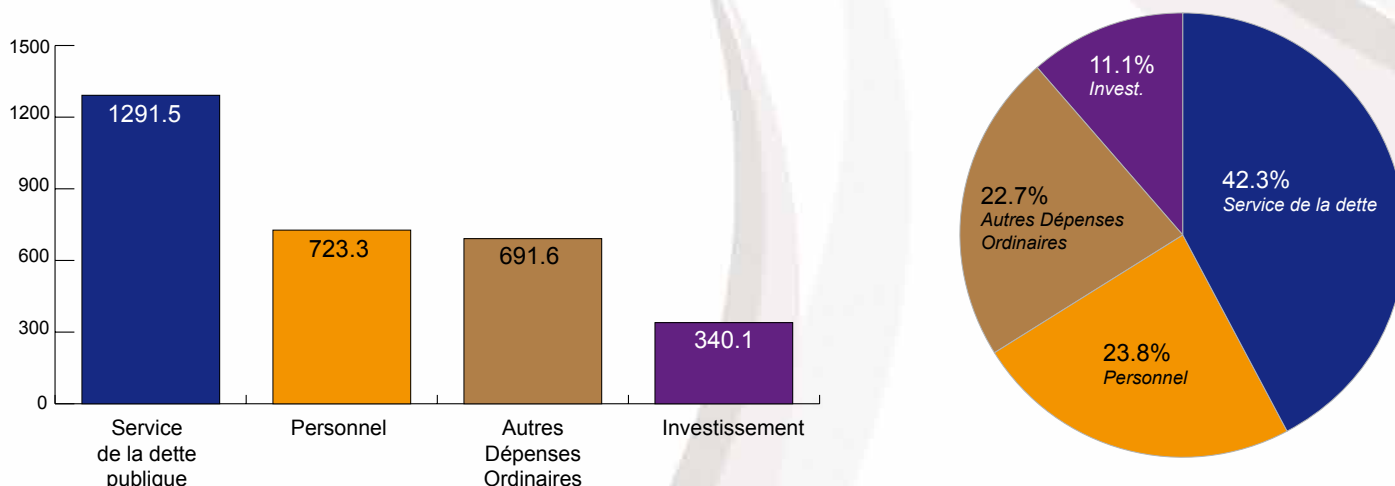
➤ III-2 LES DEPENSES DU BUDGET 2011

Les charges du budget prévues à 3 050,4 milliards sont constituées :

- du service de la dette publique pour 42,3% (1291,5 milliards) ;
- des charges de personnel pour 23,8% (727,3 milliards) ;
- des autres charges de fonctionnement des services pour 22,7% (691,6 milliards) ;
- des dépenses d'investissement pour 11,2% (340,1 milliards) ;

La structure du budget révèle le poids de la dette publique et des charges salariales (2018,7 milliards, soit 66,2%) qui réduisent les marges budgétaires.

● Schéma 1 : Grandes composantes des dépenses du budget 2011



III-2.1- Le Service de la dette publique : 1 291,5 milliards

Les échéances de la dette publique 2011 comprennent 70,8% de dette intérieure et 29,2% de dette extérieure.

Le service de la dette intérieure prévu à 914,2 milliards, prend en compte les échéances de dette dues :

- au titre des emprunts publics : 732,6 milliards;
- à la BCEAO : 28,9 milliards;
- à la SIR : 19 milliards;
- aux banques commerciales : 33,6 milliards;
- au secteur privé non bancaire : 100,1 milliards dont 72,3 milliards d'échéances titrisées comprenant la dette fournisseurs pour 24,6 milliards.

Le service de la dette extérieure programmé à 377,3 milliards comprend :

- les échéances rééchelonnées et annulées des créanciers membres du Club de Paris, pour respectivement 8 milliards et 24,2 milliards ;
- les échéances restructurables des créanciers privés (Standard Bank London et New Jersey) pour 21,8 milliards ;
- les échéances exigibles pour 323,2 milliards comprenant principalement :
 - 69,9 milliards au titre des créanciers multilatéraux ;
 - 217,6 milliards pour les créanciers bilatéraux ;
 - 26,8 milliards pour les créanciers membres du Club de Londres.

III-2.2- Les Dépenses de personnel : 727,3 milliards

Les charges salariales prévues dans ce budget correspondent aux salaires dus sur la période de mars à fin décembre 2011 résultant de l'impact net des recrutements et des sorties de carrière.

En terme annuel, les charges salariales sont évaluées à 870 milliards en prenant en compte les salaires payés au mois de janvier et février qui ne sont pas intégrés dans ce budget.

III-2.3- Les Autres Dépenses ordinaires : 691,6 milliards

Les autres dépenses ordinaires, prévues à 691,6 milliards couvrent notamment :

- les frais d'abonnement et de consommations d'eau, d'électricité et de téléphone : 46,3 milliards prenant en compte la couverture des besoins des services sur l'ensemble du territoire ;
- les charges de fonctionnement des services : 205,5 milliards pour tenir compte des besoins minimum des services.
- les autres interventions de l'Etat sous forme de transfert aux administrations publiques et parapubliques ainsi qu'aux ménages (élèves, étudiants et autres), se chiffrent à 403,8 milliards se rapportant notamment :
 - à la subvention aux écoles privées : 51,9 milliards ;
 - à la couverture du déficit du régime de retraite de la CGRAE : 30,3 milliards ;
 - au soutien au secteur électricité confronté à un déséquilibre financier : 87,3 milliards
 - à la subvention au profit de la SIR dans le cadre de l'amélioration de sa marge de raffinage : 8,2 milliards ;
 - au soutien aux prix des médicaments et vaccins au titre des dépenses sociales ciblées : 10,7 milliards pour renforcer les actions de prévention et de prise en charge afin de contrer les épidémies qui pourraient survenir du fait des mouvements importants de population ;
 - à la réduction du chômage et promotion de l'emploi jeunes : 10,5 milliards à travers le programme service civique, le PNRRC, le Fonds emplois jeunes, les actions de promotion de l'emploi menées par l'AGEPE ;
 - au soutien à la création du fonds développement des transports routiers : 1,5 milliard ;
 - à la subvention à la filière coton : 7 milliards destinés à soutenir l'achat d'engrais par les paysans ;
 - à la couverture des dépenses de consommation de carburant de l'armée : 5 milliards;

III-2.4- les Dépenses d'investissement : 340,1 milliards

Fixées à 340,1 milliards, ces dépenses sont financées essentiellement par les ressources intérieures à hauteur de 247,8 milliards (72,8%), destinées à :

- conduire les chantiers inscrits dans le cadre le Programme Présidentiel d' Urgence : 45 milliards ;
- poursuivre des grands chantiers de l'Etat tels que le transfert de la capitale à Yamoussoukro et l'achèvement de la réhabilitation de l'Hôtel Ivoire : 40 milliards ;
- poursuivre les projets financés par le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), dans les domaines de la santé, l'éducation, l'hydraulique villageoise et les pistes rurales : 10 milliards ;
- poursuivre les autres opérations de reconstruction et de développement : 152,8 milliards ;

Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures prévues à 92,3 milliards concernent les emprunts et dons projets en cours dont :

- le programme d'urgence infrastructures urbaines et le programme de gouvernance et de développement institutionnel, financés à hauteur de 12,2 milliards (Banque Mondiale) ;
- le programme de renforcement de capacités et de modernisation des administrations financières et du plan financé à hauteur de 4,1 milliards (BAD) ;
- la construction du troisième pont pour 23 milliards (BOAD, BIDC) ;
- le prolongement de l'autoroute du Nord à hauteur de 18,4 milliards (OPEP, BADEA et BID) ;
- la construction du pont de Jacqueville pour 3,7 milliards (OPEP, BADEA et BOAD) ;
- la reconstruction des zones CNO à concurrence de 4 milliards (BID) ;
- le Programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit pour 5,8 milliards (Banque Mondiale).

IV- LES AXES PRIORITAIRES DU BUDGET 2011

Outre le service de la dette, les axes prioritaires du budget 2011 concourent :

- à la normalisation de la situation sociopolitique,
- à la réduction de la pauvreté,
- au renforcement de la sécurité des personnes et des biens.

IV.1- Normalisation de la situation sociopolitique : 85 milliards

La normalisation de la situation sociopolitique passe par la réalisation des actions de sortie de crise financées à hauteur de 85 milliards dont 75,1 milliards sur les ressources intérieures et 9,8 milliards de concours extérieurs. Elles concernent notamment :

- la poursuite des élections générales : 16 milliards ;
- la mise en œuvre du volet militaire du processus de sortie de crise couvrant la réinsertion des ex-combattants et les engagements découlant des accords de Ouagadougou : 28,5 milliards
- l'assistance et la reconstruction post-crise : 10,9 milliards soutenus par les concours extérieurs à hauteur de 9,8 milliards.

• Tableau 1 : Dépenses de normalisation de la situation sociopolitique

DEPENSES	MONTANT		
	Trésor	Finex	TOTAL
Effort de paix, Service Civique	21,9		21,9
dont Programme service civique et réinsertion	2,5		2,5
Autres volets militaires	18,8		18,8
PNRRC	10,5		10,5
Programme Redéploiement de l'Administration	0,5	0	0,5
Election	16	0	16
Identification	19,6		19,6
dont Rémunération opérateur technique (SAGEM)	16		16
Autres	6,6	9,8	16,4
dont Reconstruction zones CNO	0,5	4,0	4,5
Programme d'Assistance Post Crise	0,1	5,8	5,9
Recasement VAN	3		3
TOTAL	75,1	9,8	84,9

IV.2- Les dépenses pro-pauvres : 840,1 milliards (7,1% du PIB)

Malgré les marges budgétaires réduites par le service de la dette publique, le budget 2011 consacre 840,1 milliards (soit 27,5% du budget) à l'amélioration des conditions de vie des populations.

• **Tableau 2 : Dépenses pro pauvres 2011**

	BUDGET 2011		
	Financement intérieur	Financement extérieur	Total
01 Agriculture et développement rural	36,7	4,6	41,3
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	4,7	0,3	5,1
03 Éducation	512,6	3,3	515,9
04 Santé	108,7	0,0	108,7
05 Eau et Assainissement	18,1	4,8	22,9
06 Énergie	8,8	0,0	8,8
07 Routes et ouvrages d'art	13,1	21,9	35
08 Affaires Sociales	13,9	0,0	13,9
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	29,4	0,0	29,4
10 Reconstructions et réhabilitations	1,1	0,0	1,1
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	57,8	0,0	57,8
Total	805,0	35,1	840,1

Les activités et opérations pro pauvres identifiées dans le budget se résument dans les principaux domaines comme suit :

Au niveau de l'Education : 515,9 milliards (soit 4,6% du PIB)

Outre les charges salariales d'un montant de 337,5 milliards, ces crédits permettront de couvrir:

- les moyens de fonctionnement et d'équipement des structures éducatives : 77,3 milliards ;
- les manuels et kits scolaires ainsi que des kits et malles pédagogiques : 5,6 milliards,
- les bourses, subventions aux écoles privées : 73,3 milliards,
- l'extension et l'équipement des cantines scolaires : 1,4 milliard,
- la réhabilitation et la construction des infrastructures scolaires et universitaires: 20,8 milliards,

Dans le domaine sanitaire : 108,7 milliards (soit 0,8% du PIB)

En plus des dépenses de personnel prévues à 48,9 milliards, les crédits de ce secteur sont consacrés:

- au renforcement du cadre institutionnel et des moyens d'actions du système de santé en vue de l'amélioration des soins: 34,6 milliards ;
- à l'amélioration du plateau technique et à la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et les endémies : 14,4 milliards ;
- au soutien aux prix des médicaments et vaccins au titre des dépenses sociales ciblées : 10,7 milliards.

Au titre du développement agricole et ressources halieutiques: 46,4 milliards

Les principales actions inscrites dans ces secteurs outre les charges salariales d'un montant de 6,6 milliards, concernent :

- l'encadrement, la formation, la diversification et la promotion de l'agriculture : 26,8 milliards ;
- l'équipement rural avec le Fonds d'Investissement en Milieu Rural : 10 milliards ;
- l'appui à l'élevage, la production laitière, la pêche, l'aquaculture : 2,8 milliards.

Au titre du développement des infrastructures de base : 53,7 milliards

Les principales actions retenues concernent :

- la poursuite de l'assainissement et le renforcement de l'accès à l'eau potable : 9,9 milliards ;
- la poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux urbains : 8,8 milliards ;
- le renforcement des routes et ouvrages d'art : 35 milliards, se rapportant principalement :
 - à l'entretien des pistes rurales pour 0,7 milliard ;
 - à la construction d'ouvrages d'art pour 7,3 milliards (pont de Jacquerville, pont de la Marahoué, ...) ;
 - au projet d'urgence d'infrastructures urbaines (13,6 milliards) ;
 - à l'aménagement de la route Boundiali-Tengréla-Mali (4,3 milliards) ;
 - à la dotation du fonds de Développement du Transport Routier (1,5 milliard) ;
 - à divers travaux d'entretien du réseau routier (6,5 milliards).

Au titre de la salubrité publique et de la protection de l'environnement: 13,1 milliards

Outre les charges salariales prévues à 9,4 milliards, les dotations inscrites sont destinées à prendre en compte notamment :

- l'étude institutionnelle et la politique sectorielle d'assainissement ;
- les programmes de gestion des ordures ménagères dans les grandes villes.

Au titre de la politique de décentralisation : 29,5 milliards

Les actions programmées par les collectivités décentralisées dans les secteurs autres que ceux de l'éducation, la santé et l'agriculture, bénéficient d'une dotation de 29,5 milliards.

IV.3- Les dépenses de défense et de sécurité : 223 milliards

La sécurité et la défense bénéficient d'une dotation globale de 223 milliards intégrant les charges salariales de 159,5 milliards. En outre, ces crédits sont destinés notamment :

- au renforcement de la surveillance des frontières,
- à la réhabilitation des casernes militaires et de police,
- au renforcement des moyens d'actions de ces entités,
- au programme d'urgence sécurité.



MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DE LA GESTION BUDGETAIRE 2011

Pour consolider les acquis et assurer la bonne exécution de ce budget, les mesures d'encadrement ci-après seront mises en œuvre.

Il s'agit notamment de :

I Veiller au respect de la discipline budgétaire à travers :

- le renforcement de la régulation budgétaire, d'où la notion de budget exécutable en rapport avec le gap de financement de 360,5 milliards ;
- le strict respect des crédits budgétaires alloués ;
- la couverture, sur le budget du ministère demandeur, de toute opération non prévue au budget ;
- l'exécution des dépenses relatives aux missions à l'extérieur dans la limite des crédits prévus, conformément au calendrier des missions adopté.
- l'interdiction des dépenses extra-budgétaires (passifs) ;

II Veiller au respect des procédures et encadrer les exceptions à travers :

- la limitation du recours aux avances de trésorerie avec l'application stricte de l'arrêté n°178/MEF/CAB-01/20 du 13 mars 2009 portant modalités de recours aux avances de trésorerie ;
- la mise en exploitation du module informatique de gestion des avances ;
- l'opérationnalisation du comité de suivi et de régularisation des avances de trésorerie créé par l'arrêté n°087/MEF/CAB du 23 juin 2010 ;
- la prise d'une instruction ministérielle visant à encadrer les demandes de modifications budgétaires ;
- la mise en exploitation du module informatique de « gestion des actes modificatifs » ;

III Veiller à une adaptation des procédures de passation des marchés tenant compte du temps d'exécution du budget et du caractère d'urgence des opérations à mener, à travers notamment :

- l'allègement des procédures de passation et d'attribution des marchés ;
- l'allègement de pièces constitutives de DAO.

IV Mettre un accent particulier sur l'exécution des dépenses identifiées comme pro pauvres dans le budget à travers :

- la tenue périodique de réunion de suivi avec les DAAFS.